

Agenda politique

Forums sur l'égalité des générations (FEG)

Coalition d'action pour la justice économique et les droits

Recommandations conjointes de l'Alliance MenEngage pour les dirigeants de la coalition d'action

Raisonnement

Depuis des décennies, les économistes féministes et les spécialistes de la politique sociale ont produit des preuves très solides démontrant que, dans le monde entier, **les femmes et les filles sont les premières victimes des aspects pénibles du travail de soins**. Ce n'est pas une surprise. Cependant, l'ampleur de cette inégalité est stupéfiante.

Partout dans le monde, les femmes et les filles continuent de consacrer de deux à dix fois plus de temps que les hommes et les garçons à des prestations de soins non rémunérées, notamment les travaux domestiques, la collecte de l'eau et du bois de chauffage, et à s'occuper des enfants et des personnes malades ou âgées [1]. Même dans des pays comme la Suède et les Pays-Bas, connus pour leur relative égalité entre les sexes, les femmes accomplissent encore 20 à 60 % de plus de prestations de soins non rémunérées que les hommes[2]. Les femmes représentent 40 % de la main-d'œuvre formelle mondiale, mais gagnent pourtant en moyenne 24 % de moins que les hommes [3]. Cette répartition inégale du travail de soins constitue l'un des principaux obstacles à l'émancipation économique des femmes (et à leur autonomisation en général) et est liée à plusieurs violations majeures des droits de la femme dans le monde.

Les forces qui menacent les progrès en matière de droits humains des femmes et, plus largement, de justice économique et de genre, sont, à bien des égards, intensifiées par la COVID-19 et les réactions qu'elle suscite. **Au niveau des ménages, la pandémie a mis à nu et exacerbé la dynamique patriarcale, avec une flambée documentée des cas de violence des hommes contre les femmes et les enfants, et une augmentation du fardeau du travail de soins supporté par les femmes et les filles**. [4] La recherche montre clairement dans quelle mesure les responsabilités liées aux travaux ménagers, à soigner les malades et à s'occuper des enfants et des personnes âgées se sont encore intensifiées pour les femmes et les filles pendant l'épidémie de COVID-19. [5]

Dans la mesure où nous considérons que les structures patriarcales et la suprématie de la race blanche sont au cœur du fonctionnement actuel du capitalisme néolibéral – comme en témoigne la montagne de prestations de soins non rémunérées sur laquelle reposent les profits des entreprises – le marché ne peut être un mécanisme efficace pour corriger les inégalités entre les sexes, les races ou les ethnies. Au contraire, les interventions politiques actives qui visent à restructurer l'état actuel et inégalitaire de l'économie et de la société sont fondamentales pour une approche féministe.

Comme le souligne sans ambiguïté cette discussion sur les contextes économiques, « l'état actuel et inégal de l'économie et de la société » ne se contente pas de détruire la planète

et d'exploiter et de tuer des femmes, des filles et des personnes transgenres et non-conformes au genre ; la vie des hommes et des garçons cisgenres et hétérosexuels est également menacée à bien des égards par le capitalisme néolibéral, en particulier celle des personnes marginalisées par les forces d'oppression économique et raciale. Les efforts de transformation du genre axés sur les hommes peuvent aider les hommes et les garçons à voir leurs propres intérêts dans le programme de changement des systèmes préconisé par les féministes du monde entier. Une partie de ce programme identifie la nécessité de renforcer le pouvoir du travail organisé, et le travail sur l'égalité des sexes avec les hommes dans les syndicats peut être utile à cet égard.

Pour parvenir à l'égalité entre les sexes, il est nécessaire que les hommes et les garçons assument leur part égale des prestations de soins rémunérées et non rémunérées dans le monde. Cela exigera que les garçons et les hommes, dès la petite enfance, soient socialisés d'une manière qui cherche à transformer la division genrée du travail de soins en particulier, et la division du travail selon le sexe en général. Pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes et la justice entre les sexes, il est essentiel d'examiner et de remettre en question les notions stéréotypées de la masculinité qui empêchent actuellement les hommes et les garçons de s'occuper des enfants, et de travailler avec eux pour qu'ils assument leur part des soins et des travaux domestiques.

Le marché de l'emploi dans le monde accueille de plus en plus de femmes et de jeunes filles, ce qui rend d'autant plus nécessaire que les hommes et les garçons assument leur part de travail, non seulement dans les prestations de soins rémunérés et non rémunérés, mais aussi dans les tâches ménagères. **Les femmes continuent à faire « journée double »** à des degrés divers dans tous les contextes au niveau mondial, ce qui nécessite un changement fondamental des normes et stéréotypes culturels concernant les rôles et responsabilités des hommes en tant que partenaires équitables dans le domaine privé.

Selon les recherches, l'implication positive des parents masculins contribue à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant, ainsi qu'à des relations de partenariat plus fortes et plus équitables, et augmente la probabilité que les fils grandissent pour devenir des pères plus équitables et plus impliqués, et que les filles soient autonomes[1]. En outre, l'engagement des hommes dans les prestations de soins présente des avantages pour les hommes eux-mêmes, et les recherches montrent que les hommes qui sont plus actifs dans les rôles de soins sont en meilleure santé, plus heureux et moins violents[2].

Pour obtenir l'impact transformateur nécessaire, le travail avec les hommes et les garçons doit être **accompagné d'efforts visant à remettre en question les obstacles personnels et structurels à la répartition équitable et au partage juste des tâches ménagères.** Il s'agit notamment des facteurs qui empêchent les femmes et les jeunes filles de poursuivre des carrières rémunérées au même rythme et au même titre que les hommes (les fameux « planchers collants » et « plafonds de verre ») et qui font que les femmes sont souvent amenées à fournir davantage de soins non rémunérés.

L'insuffisance des services publics, des infrastructures et des politiques de protection sociale sont les principales causes de la répartition inégale du travail rémunéré et non rémunéré. Des politiques progressistes, telles que le congé parental (rémunéré), peuvent contribuer à aplanir cette répartition et, lorsqu'elles incluent le congé de paternité, elles encouragent les hommes à s'occuper des autres, contribuent à transformer les attitudes

sociétales profondément ancrées à l'égard des soins et favorisent une plus grande égalité au sein du ménage, sur le lieu de travail et dans la société dans son ensemble[3].

Les cultures existantes sur le lieu de travail, induites par l'économie capitaliste mondiale, conduisent à un système qui valorise la croissance et la production plus que le souci des personnes et de l'environnement. Il est urgent de sensibiliser et de mobiliser les hommes et les garçons en tant que citoyens critiques et défenseurs, aux côtés des femmes, des filles et des personnes d'identités sexuelles diverses, afin de transformer les systèmes et les institutions qui les entourent et de soutenir le changement de politique, notamment en ce qui concerne les soins non rémunérés.

Le travail d'élaboration de politiques et de programmes visant à promouvoir et à soutenir une plus grande participation des garçons et des hommes à l'économie des soins et à favoriser les normes de soins doit se poursuivre. Et plus fondamentalement, une vision de vie durable et équitable, de soins collectifs et de solidarité sociale au-delà du binaire patriarcal masculin-féminin est nécessaire. Les exigences connexes de la justice climatique, de la justice économique et de la justice de genre requièrent une solidarité avec les visions féministes de la transformation économique pour une justice de genre intersectionnelle, c'est-à-dire pour envisager des relations de soins les uns pour les autres et pour la planète qui transcendent le binaire masculin-féminin séparant la production de la reproduction sociale.

Comme le rapporte un récent document d'Oxfam, de nombreux « **éthiciens écoféministes et indigènes ont fait valoir que le soin est un aspect déterminant de l'interdépendance entre les communautés, la société et l'environnement** » et que non seulement une éthique mais aussi une politique du soin doivent être centrées/préconisées « lorsque l'objectif est d'aider les communautés à exercer leur pouvoir et à prendre soin d'elles-mêmes et de la planète. »[6] Mais, comme le poursuit le rapport, « [Le s]ouci de la planète est trop souvent présenté comme une attitude "féminine" et rejeté par des machos (hommes chauvins), des systèmes de valeurs patriarcaux qui dévalorisent et effacent le travail des femmes, ce qui se traduit par un fossé écologique entre les sexes ».[7] C'est cette distinction binaire entre « travail » masculinisé et « soins » féminisés qui doit être dépassée.

En ce sens, le travail parental avec les hommes est intrinsèquement politique, non seulement en termes de changement de la répartition domestique des prestations de soins, mais aussi en ce qui concerne la mise en évidence des responsabilités liées des familles et de l'État dans la fourniture des soins.

Il est impératif de prendre en compte les dimensions structurelles des économies de soins. Cette formulation peut aider à élargir les perspectives et la compréhension des relations et des responsabilités différentes des hommes dans les économies de soins, au-delà du cadre de la « paternité » et de l'accent mis sur les responsabilités familiales des hommes envers les enfants. Cette formulation permet de prendre en compte la main-d'œuvre féminine non rémunérée et sous-payée, les chaînes d'approvisionnement en soins transnationaux, les besoins à long terme des personnes âgées dépendantes des soins et les infrastructures de base (eau, assainissement, sécurité alimentaire, transports, éducation et soins de la petite enfance accessibles, abordables et de qualité) qui soutiennent la prestation de soins non rémunérés et le travail domestique.

Pour que le travail de transformation du genre avec les hommes et les garçons puisse adhérer à cette formulation large et aborder les dimensions patriarcales des problèmes décrits ci-dessus, il doit veiller à ne pas être complice d'un discours de politique publique sur l'économie des soins qui centre l'attention sur la famille et la masculinité « irresponsable » des hommes. Car c'est sur ce discours de la masculinité « irresponsable » des hommes que s'est en partie appuyée l'idéologie des « valeurs familiales » du néolibéralisme. La restructuration qu'implique la transition vers une économie post-carbone nécessite également de nouvelles visions du travail et des relations sociales de soins, pour les générations actuelles et futures.

Tactiques

- Promouvoir les services publics et les politiques de protection sociale qui soutiennent les familles et permettent la redistribution du travail de soins au sein des ménages.
- Redistribuer la prestation de soins des ménages les plus pauvres à l'État en finançant, en fournissant et en réglant les services de soins.
- Promouvoir des politiques de congé parental plus progressistes, bien rémunérées, non transférables et d'une durée adéquate.
- Renforcer l'adoption par les gouvernements de programmes et de campagnes visant à transformer les normes sociales relatives aux soins, notamment en institutionnalisant de telles initiatives dans les systèmes d'éducation et de soins de santé.
- Promouvoir des politiques favorables à la famille dans le secteur privé, y compris le congé parental, la garde d'enfants et des modalités de travail flexibles.
- Travailler avec le système de santé pour changer les normes sociales autour de la prestation de soins, par exemple en impliquant davantage les hommes dans les soins prénatals et postnatals, et en utilisant ces visites comme point d'entrée dans les programmes de paternité et de parentalité, etc.
- Renforcer l'adoption par le gouvernement de programmes et de campagnes qui cherchent à transformer les normes sociales et les stéréotypes autour des soins, notamment en institutionnalisant de telles initiatives au sein des systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale.
- Au niveau de l'État, mettre en œuvre des lois progressistes soutenant la prestation de soins aux hommes, y compris un congé parental rémunéré et non transférable, d'une durée adéquate et comprenant des dispositions relatives à la garde des enfants.
- Faire de la bienveillance une compétence clé des systèmes éducatifs et promouvoir la diversité des compétences professionnelles pour tous, tout en transformant la division stéréotypée du travail en fonction du sexe.
- Travailler avec les médias pour promouvoir des représentations non stéréotypées, bienveillantes et non violentes des hommes et des garçons.
- Promouvoir les services publics et les politiques de protection sociale qui soutiennent les familles, notamment en reconnaissant les diversités, et permettre la redistribution des tâches de soins au sein des ménages.

- Redistribuer les tâches de soins des ménages les plus pauvres à l'État en finançant, en fournissant et en réglementant les services de soins et de protection sociale.
- Promouvoir les politiques favorables à la famille, en tenant compte de la diversité des structures familiales, dans le secteur privé, notamment en ce qui concerne le congé parental, la garde des enfants et les modalités de travail flexibles.

[1] Ferrant, G., Pesando, LM et Nowacka, K. (2014) Travail de soins non rémunéré: le chaînon manquant dans l'analyse des écarts entre les sexes dans les résultats du travail, document de réflexion, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) , Centre de développement.

[2] Levto, R., Gaag, N., Greene, M., Kaufman, M. et Barker, G. (2015) State of the world pathers: A MenCare advocacy publication, Washington, DC: Promundo, Rutgers, Save les enfants, Sonke Gender Justice et MenEngage Alliance.

[3] Banks, M. (2006) Économie morale et travail culturel, Sociologie, 40 (3): 455–72.

[1] Donald, K. et Moussié, R. (2016) Redistribution du travail de soins non rémunéré: pourquoi l'impôt est important pour les droits des femmes, Brighton: Institute for Development Studies (IDS).

[2] Banque mondiale (2015) Proportion du temps consacré au travail domestique et de soins non rémunéré, femmes% de 24 heures par jour, Banque mondiale, <https://data.worldbank.org/indicator/SG.TIM.UWRK.FE?view=carte>

[3] Levto, R., Gaag, N., Greene, M., Kaufman, M. et Barker, G. (2015) State of the world pathers: A MenCare advocacy publication, Washington, DC: Promundo, Rutgers, Save les enfants, Sonke Gender Justice et MenEngage Alliance.

[4] ONU Femmes. 2020. «COVID-19 et mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles». New York, NY: ONU Femmes.

[5] Bolis, Mara, Anam Parvez, Emma Holten, Leah Mugehera, Nabil Abdo et Maria Jose Moreno. 2020. «Les soins à l'heure du coronavirus: pourquoi le travail de soins doit être au centre d'un avenir féministe post-Covid-19». Document d'information d'Oxfam. Oxford, Royaume-Uni: Oxfam International.

[6] Piaget, Kim, Clare Coffey, Sebastián Molano et Maria José Moreno Ruiz. 2020. «Avenir féministe: prendre soin des gens, prendre soin de la justice et des droits». Document de travail d'Oxfam. Oxford, Royaume-Uni: Oxfam International. p10

[7] Ibid. p10

[8] Résolution 35/10 du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Accélérer les efforts pour éliminer la violence à l'égard des femmes: faire participer les hommes et les garçons à la prévention et à la lutte contre la violence à l'égard de toutes les femmes et filles, juin 2017

[9] Ferrant, G., Pesando, LM et Nowacka, K. (2014) Le travail de soins non rémunéré: le chaînon manquant dans l'analyse des écarts entre les sexes dans les résultats du travail, document de réflexion, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) , Centre de développement.

[10] Levto, R., Gaag, N., Greene, M., Kaufman, M. et Barker, G. (2015) State of the world pathers: A MenCare advocacy publication, Washington, DC: Promundo, Rutgers, Save les enfants, Sonke Gender Justice et MenEngage Alliance.

[11] Banks, M. (2006) Économie morale et travail culturel, Sociologie, 40 (3): 455–72.